

INFORMATIONS OUVRIÈRES nouvelle série

N° 129 (2523) Quinzaine du 23 décembre 2010 au 5 janvier 2011 1,5 euro (soutien 2 euros) ISSN 0813 9500

INFORMATIONS OUVRIÈRES

6 492 abonnés reçoivent ce numéro. Et vous ? (page 16)

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES

Sommet de l'Union européenne 2011: LA "MÉCANIQUE" DE LA RIGUEUR

(pages 2 et 3)

A nos lecteurs
Ce n° 129 d'Informations ouvrières est le dernier numéro de l'année 2010. Le n° 130 paraîtra le 6 janvier 2011.
Abonnez-vous !



Photo Informations ouvrières

Vie du parti

Succès du meeting du 17 décembre contre la guerre et l'exploitation.

Page 5



Photo AFP

Dossier Grand Paris

Hausse des tarifs, privatisation, spéculation, tout savoir sur les projets du gouvernement.

Page 14

Livres, films, CD ou DVD, cadeaux...

A (re)voir, à lire, à écouter durant vos longues soirées d'hiver, notre sélection pour les fêtes.

Page 15

A lire dans ce numéro de fin d'année :

Poitiers : les suites de la conférence du 11 décembre (page 4)

Contre la guerre et l'exploitation, cinq témoignages à l'issue de la conférence d'Alger (pages 7, 8 et 9)

Le dossier de la réforme fiscale pour l'année 2011 (pages 12 et 13)

Et aussi, une double page histoire sur de Gaulle et la V^e République (pages 10 et 11)



11 DÉCEMBRE CONFÉRENCE NATIONALE POUR L'UNITÉ OUVRIÈRE

Après la conférence du 11 décembre A Poitiers, des militants syndicalistes et des adhérents du Parti ouvrier indépendant décident de se constituer en comité de liaison départemental pour l'unité

"N" Gouvernements fauteurs de guerre et de misère, craignez la révolte des peuples. A bas la guerre ! A bas l'exploitation !

Des délégués de Palestine, de Russie, des Etats-Unis, d'Afghanistan...

Budget de l'Etat Un pillage organisé au profit 120 milliards d'euros de cadeaux fiscaux

De Gaulle et la V^e République Du discours de Bayeux à la V^e République



Des délégués de Palestine, de Russie, des Etats-Unis, d'Afghanistan...

Budget de l'Etat Un pillage organisé au profit 120 milliards d'euros de cadeaux fiscaux

De Gaulle et la V^e République Du discours de Bayeux à la V^e République

EUROPEAN COUNCIL - BRUSSELS
16-17 DECEMBER 2010CONSEIL EUROPÉEN - BRUXELLES
16-17 DÉCEMBRE 2010

Chefs de gouvernement de "gauche" et de droite, côte à côte, au Conseil européen de Bruxelles des 16 et 17 décembre 2010.

Photos AFP

Le Conseil européen, à Bruxelles, décide d'une révision du traité de Lisbonne. Son objet : mettre en place un fonds de stabilité financière, conditionné par l'application de plans de rigueur draconiens, prétexte à une offensive frontale contre toutes les conquêtes sociales. Les gouvernements, de toutes couleurs politiques, tentent d'y associer les organisations syndicales. En France, les directions du PS, du PCF, les altermondialistes promettent une « réorientation radicale » de l'Union européenne pour « sauver l'euro ».

La mécanique du

Yan Legoff

Le 15 décembre, c'était la journée d'action appelée par la prétendue Confédération européenne des syndicats (CES) contre l'austérité en Europe. Le tract qui y invitait demandait à l'Union européenne d'ajuster son calendrier pour réduire les déficits de manière réaliste.

Le 16 décembre, jour d'ouverture du Conseil européen à Bruxelles, le secrétaire général de la CES, John Monks, « accompagné d'une délégation de leaders syndicaux, a rencontré M. Jean-Claude Juncker, président de l'Euro-groupe et de l'ECOFIN (Conseil des affaires économiques et financières), ce matin, pour présenter les grandes lignes de la campagne de la CES "Contre l'austérité, pour la croissance et l'emploi". M. Monks a réitéré le soutien de la CES en faveur des euro-obligations, proposées par M. Juncker plus tôt dans la semaine » (communiqué de la CES).

LE 15 DÉCEMBRE, LE GOUVERNEMENT PORTUGAIS ANNONCE 50 MESURES POUVANT "RÉDUIRE LES COÛTS DES ENTREPRISES"

Le 15 décembre également, le gouvernement (PS) du Portugal annonce qu'il va prendre une cinquantaine de mesures pour, résume l'AFP, « rendre plus souple le marché du travail, réduire les coûts des entreprises ».

« Le pays doit faire un effort national pour répondre aux défis qui l'attendent », a déclaré le Premier ministre, José Socrates, après avoir reçu en soirée les représentants des syndicats et du patronat pour leur présenter ces nouvelles mesures. « Le dialogue et la concer-

tation sociale sont la meilleure réponse aux efforts qui nous attendent », a-t-il insisté, ajoutant qu'il fallait envoyer « un signe clair tant au Portugal qu'à l'étranger ». L'AFP rappelle que « le Portugal s'est doté pour l'an prochain d'un budget de rigueur sans précédent, axé sur la réduction des salaires du secteur public, des hausses d'impôts, le gel des pensions et la suppression ou le plafonnement des prestations sociales ».

UN FONDS EUROPÉEN DE STABILISATION FINANCIÈRE BASÉ SUR "UN PROGRAMME RIGoureux D'AJUSTEMENT ÉCONOMIQUE ET BUDGÉTAIRE"

Les 16 et 17 décembre, le Conseil européen (réunion des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne) décide de « créer un mécanisme permanent destiné à préserver la stabilité financière de l'ensemble de la zone euro ». Il s'agit de pérenniser le fonds d'aide de 700 milliards d'euros mis sur pied au printemps dernier avec le FMI. Approuvant une déclaration des gouvernements de la zone euro de fin novembre, le Conseil européen précise que, dans le cadre de ce « mécanisme », qui nécessitera une modification des traités européens, « l'aide accordée à un Etat membre de la zone euro sera fondée sur un programme rigoureux d'ajustement économique et budgétaire, et sur une analyse approfondie du niveau d'endettement supportable réalisée conjointement par la Commission européenne et le FMI, en liaison avec la BCE ».

Au passage, le Conseil européen déclare qu'il « a accueilli favorablement le rapport du Conseil sur le traitement de la réforme systématique des retraites dans le cadre du pacte de stabilité et de croissance, et a demandé que ce rapport soit pris en compte dans les spécifi-

cations relatives à la mise en œuvre du pacte de stabilité et de croissance réformé ».

STRAUSS-KAHN (FMI) : "C'EST DUR POUR LES GENS... MAIS IL N'Y A PAS D'AUTRE VOIE"



Le 16 décembre, Dominique Strauss-Kahn, directeur général du FMI, annonce qu'il a entériné un prêt de 22,5 milliards d'euros à l'Irlande, dont 5,8 milliards immédiatement. La veille, le Parlement irlandais avait approuvé le plan de rigueur. Strauss-Kahn se félicite : « Les autorités irlandaises ont élaboré un programme politique ambitieux. » Il compatit, lors d'un débat organisé par l'agence de presse financière Thomson Reuters : « C'est dur pour les gens. » Et il ajoute : « Les gens demandent : pourquoi devrais-je payer parce que les banques se sont fourvoyées ? Ils ont certainement raison de poser la question. » Mais il est confiant : « Même si les partis d'opposition, le Fine Gael et le Parti travailliste critiquent le gouvernement et le programme, ils comprennent la nécessité de le mettre en œuvre » (AFP).

Alors que, la veille, les travailleurs de Grèce manifestaient en masse, Strauss-Kahn déclare, toujours le 16, sur la chaîne publique américaine PBS : « Vous savez, si vous étiez, si j'étais Grec, peut-être serions-nous en train de manifester de la même manière. D'un autre côté, la plupart des gens comprennent qu'il n'y a pas d'autre voie. Des décennies de mauvaise gestion doivent être redressées en quelques années. » >>>

LU DANS LA PRESSE

"Une période historique pour faire passer politiquement des mesures impossibles"

Dans un dossier sur l'OCDE, un article du quotidien *Le Monde* : « Une période historique qui permet de faire passer politiquement des mesures impossibles (...). La crise des dettes souveraines (...) a ouvert la voie à des réformes dites "structurelles" (...). Le détail des dispositifs est révélateur. En quoi la suppression des limites de licenciements dans les entreprises grecques va-t-elle améliorer la situation financière du pays ? (...) Quel rôle joue la baisse de 12 % du salaire minimum en Irlande (...) ? Pendant la phase d'augmentation de ce salaire minimum (...), la part des profits des entreprises (...) avait diminué. »

Ce qu'il faut pour les patrons, c'est abaisser le « coût du travail ».



"Le dialogue et la concertation sociale sont la meilleure réponse aux efforts qui nous attendent"

Le Premier ministre PS portugais, José Socrates

Appel de la conférence pour l'unité ouvrière du 11 décembre 2010 (extrait)

‘Pas de consensus avec le gouvernement ! Unité pour le retrait des contre-réformes !’



Nous refusons de nous plier à la « nécessaire réduction des déficits publics » prônée par le communiqué de l'intersyndicale du 29 novembre correspondant aux souhaits du Premier ministre Fillon, qui représente le franchissement d'un pas dans la voie du « consensus » pour accompagner les contre-réformes et les plans de rigueur.

Nous affirmons : mettre le doigt dans l'engrenage d'un consensus sur la base de la « nécessaire réduction des déficits publics », qui commande le démantèlement immédiat

de la Sécurité sociale, des hôpitaux, de tout le système scolaire, des services de l'Équipement... est un piège mortel pour la classe ouvrière et ses organisations.

Nous prenons l'engagement — partout, dans les villes, les départements, dans les secteurs professionnels — d'organiser la liaison politique permanente entre militants de toutes affiliations syndicales et politiques pour faire triompher l'unité pour dire : « Non au chantage de la dette, non au consensus pour la "nécessaire réduction des déficits publics", unité pour le rejet des contre-réformes et des plans de rigueur. »

consensus

>>> Le 19 décembre, Fabius annonce sur Europe 1 qu'il a « des contacts réguliers » avec Strauss-Kahn et que la possibilité de la candidature de ce dernier aux primaires du PS « chemine ». « Cela chemine de façon positive », confirme, dans les mêmes termes et le même jour, le député PS de Paris Jean-Marie Le Guen, proche de Strauss-Kahn.

HARLEM DÉSIR (PS) :
"SAUVER L'EURO",
"SAUVER LES BANQUES"



Le vendredi 17 décembre, l'agence Moody's abaisse de cinq crans la note de l'Irlande, sanctionnant « l'incertitude économique du pays ».

Commentaire de l'agence de presse Euractiv : « Il semblerait que la confir-

mation de l'aide européenne et du FMI, et les efforts du gouvernement pour réduire le déficit public ne sont pas suffisants pour rassurer les marchés. Le gouvernement irlandais a prévu une réduction de 6 milliards d'euros de ses dépenses par rapport à 2010. Au total, le pays devra réduire ses dépenses de 10 milliards d'euros et augmenter ses recettes de 5 milliards sur les quatre prochaines années. »

Le 16 décembre, le numéro 2 du PS, Harlem Désir, député européen, appelle les dirigeants européens à « changer radicalement d'approche » pour « sauver l'euro ». « Les hésitations et les atermoiements ont créé le doute sur la volonté politique des Etats de sauver tout membre de la famille, et donc de sauver l'euro », dit-il. Il ajoute : « Sauver les banques

et les Etats en faillite au coup par coup ne suffira pas à sauver l'Europe », appelant à des « changements profonds dans la régulation des marchés financiers » (AFP).

Les associations ATTAC d'Europe réclament le 17 décembre une « réorientation radicale de l'Union européenne », revendiquant « une plus grande coordination politique, notamment sur la question des salaires » (AFP), et dénonçant « les politiques d'austérité et de rigueur ».

Le 14 décembre, en France, le PS demande au Conseil européen qui va se tenir deux jours plus tard de prendre « des mesures fortes », et notamment que la Banque centrale européenne puisse « acheter des obligations d'Etat » de façon durable et que la mise en œuvre du fonds de stabilisation soit « conditionnée à des contreparties en termes d'harmonisation fiscale et sociale ».

PIERRE LAURENT (PCF) :
"LA SORTIE DE L'EURO
NE SERAIT PAS UNE SOLUTION...
AU CONTRAIRE"



Dans *L'Humanité* (17 décembre), Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, déclare : « Tous les fondements des traités actuels doivent être reconsidérés. S'obstiner à refuser ce débat, c'est prendre le risque d'une explosion de l'UE et de la zone euro. »

Il ajoute : « Nous avons critiqué la monnaie unique telle qu'elle a été mise en place. » Mais il précise immédiatement : « La sortie de l'euro prônée par certains ne serait

pas une solution. Au contraire, elle laisserait seuls les pays exclus de la zone euro face à la guerre financière internationale et les déstabiliserait plus gravement encore (...). Ce qu'il faut, c'est changer radicalement le rôle de l'euro et de la BCE. »

Et d'annoncer que le Parti de la gauche européenne (PGE), dont il vient d'être élu président (et qui regroupe différents PC d'Europe et, en France, le Parti de gauche de Mélenchon), a décidé « de lancer une grande pétition européenne pour proposer, à l'opposé du fonds de stabilisation financière qui ne sert qu'à renflouer les marchés et imposer l'austérité, la création d'un fonds de développement social européen. Il pourrait être alimenté par une taxation des transactions financières et par de nouveaux crédits de la BCE, dont le statut doit changer. »

**ET AU 1^{er} JANVIER,
L'OUVERTURE TOTALE
À LA CONCURRENCE
DU COURRIER POSTAL**

En attendant ces promesses de « réorientation radicale », les plans de rigueur appliqués par les gouvernements de « gauche » (Portugal, Espagne, Grèce) et de droite tombent les uns après les autres.

Et le 1^{er} janvier prochain, le courrier postal sera totalement ouvert à la concurrence. L'ouverture des services postaux est le fruit d'une directive européenne de 2008.

Troisième volet d'une série de mesures lancées par la Commission depuis 1997, cette dernière action met fin au monopole de La Poste dans la distribution du courrier de moins de 50 grammes.

En France, une loi adoptée en février 2009 transpose cette directive et change le statut de La Poste en société anonyme. ■

ÉDITORIAL

Oui : sortir de l'euro !

Daniel Gluckstein
Secrétaire national du POI

Vendredi 17 décembre : alors que le sommet européen adopte un énième plan de sauvetage de l'euro (et donc un énième train de mesures anti-ouvrières (lire pages 2 et 3), un sondage IFOP nous apprend qu'en France une majorité d'ouvriers et d'employés se prononcent pour l'abandon de l'euro. Les commentateurs avisés et distingués crieront sans doute à la « ringardise » ouvrière...

19 décembre : le dirigeant PS Arnaud Montebourg critique le Fonds monétaire international (FMI). Mais sur l'Union européenne : silence... La dénonciation du FMI servirait-elle à régler des comptes entre « camarades » ? Bien loin de ces jeux d'appareil, l'ouvrier se pose la question : « L'Union européenne ne jouerait-elle aucun rôle dans les plans meurtriers ? Pourquoi les dirigeants socialistes refusent-ils de l'évoquer ? »

Ouvriers, vous n'y comprenez rien, leur répond Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, pour qui « la sortie de l'euro prônée par certains ne serait pas une solution » (1). Le même Pierre Laurent, dans une autre déclaration, appelle à une « réorientation des missions de la Banque centrale européenne pour faire reculer la toute puissance des marchés ». C'est vrai : si la souris pesait plusieurs tonnes, avait des défenses d'ivoire et une longue trompe, on l'appellerait éléphant. Seulement, il n'y a pas plus d'attributs du pachyderme chez la souris qu'il n'y a dans la BCE la moindre capacité de défendre les intérêts ouvriers et populaires. L'ouvrier sait que Banque centrale européenne et euro ont été fondés dans le seul objectif de baisser le coût du travail, d'en faire la seule variable d'ajustement. Il suffit à l'ouvrier de mesurer l'effondrement de son pouvoir d'achat pour le vérifier.

Vous n'y connaissez rien, leur rétorque la mal nommée Confédération européenne des syndicats qui revendique de l'Union européenne qu'elle garantisse « l'emploi élevé, une forte cohésion sociale et régionale » (2). Par expérience, l'ouvrier et l'employé savent bien que l'Union européenne, l'euro, la BCE, c'est la privatisation, la délocalisation, la fermeture des usines, la destruction des emplois, la précarité des jeunes générations.

Hermétiques à la prétendue « modernité » destructrice, ouvriers et employés persistent dans leur rejet de l'euro. Ils constatent qu'à peine fini le sommet européen, les agences de notation continuent leur chantage, menaçant de dégrader la notation de la France pour exiger encore plus de mesures anti-ouvrières et de nouvelles contre-réformes auxquelles il va bien falloir s'opposer. Ils constatent que, pour cela, il va falloir briser le consensus de ceux qui, aux sommets des organisations politiques de « gauche » ou des organisations syndicales, font bloc pour sauver l'euro et satisfaire à la « nécessaire réduction des déficits publics ». Briser le consensus ouvrirait ainsi la voie au blocage de toutes les contre-réformes, la voie de la rupture libératrice d'avec l'Union européenne et l'euro.

Ringards à souhait les ouvriers, diront les commentateurs distingués des salons où l'on cause.

Comme ils le disent du Parti ouvrier indépendant qui, fidèle aux traditions d'indépendance politique et financière du mouvement ouvrier, persiste à éditer ses cartes afin que les adhérents payent leurs cotisations, et assurent l'indépendance de leur Parti.

Amis lecteurs, si vous en partagez l'objectif, le moment n'est-il pas venu pour vous aussi de prendre votre carte 2011 ?

(1) *L'Humanité*, 17 décembre.

(2) Communiqué du 16 décembre.